

Au quatrième trimestre 2025, en Corse comme en France métropolitaine, l'activité économique ralentit. Dans les services marchands insulaires le nombre d'heures rémunérées diminue et les effectifs se contractent. Malgré tout, l'emploi salarié régional est stable, soutenu par le dynamisme de l'emploi public. Dans ce contexte, le taux de chômage régional augmente à nouveau. Par ailleurs, les défaillances d'entreprises poursuivent leur hausse.

Les services marchands s'essouffent

En Corse, l'activité économique régionale marque le pas au quatrième trimestre 2025.

Sur la base du suivi des heures rémunérées, l'activité économique ralentit de 0,6 % par rapport au quatrième trimestre 2024, suivant ainsi la tendance nationale.

Le commerce, qui concentre à lui seul 35 % des heures rémunérées du tertiaire marchand, n'est pas épargné. Le nombre d'heures rémunérées y diminue de 0,7 % au quatrième trimestre, alors que la période de fin d'année est généralement propice aux achats au moment des fêtes.

Malgré tout, dans les services marchands, l'activité se maintient au quatrième trimestre, grâce à l'hébergement-restauration et au transport dont le nombre d'heures rémunérées augmente respectivement de 0,9 % et 0,7 %.

Parallèlement, l'emploi du tertiaire marchand hors intérim tend à diminuer ► **figure 1**. Ce secteur représente 46 % de l'emploi salarié régional. Or, il affiche, fin décembre son premier repli (-0,4 %), depuis le deuxième trimestre 2024. L'emploi est particulièrement fragilisé dans les autres activités de service (-1,2 %), l'hébergement et restauration (-0,7 %) et le commerce (-0,6 %).

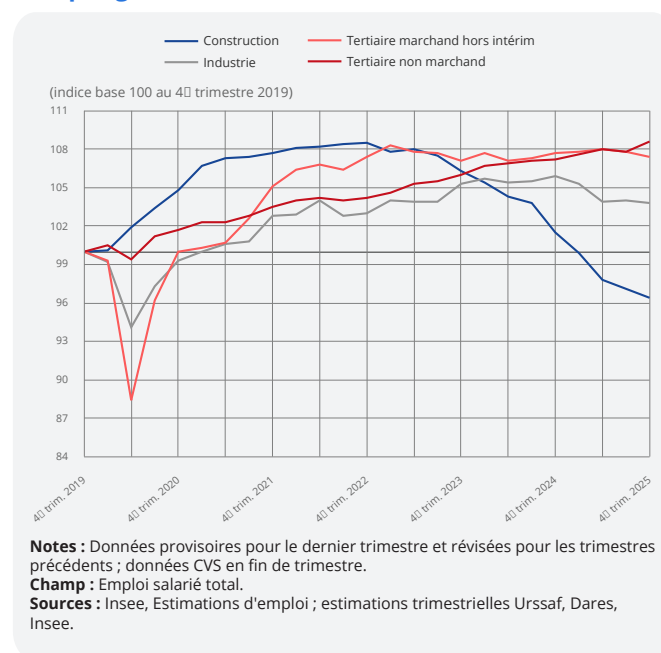
Le dynamisme des activités financières et d'assurances en hausse de 0,7 %, et dans une moindre mesure, des activités immobilières (+0,3 %) ne compense pas la perte de 250 emplois du tertiaire marchand au cours du trimestre.

L'emploi public permet aux effectifs salariés de se maintenir

Au quatrième trimestre 2025, l'emploi salarié régional demeure stable (-0,1 %), en Corse comme au niveau national. Fin décembre, la Corse dénombre 129 000 emplois salariés.

Pour autant, cette stabilité est exclusivement imputable à l'emploi public en hausse de 0,7 % en Corse ► **figure 1**. A contrario, pour le quatrième trimestre consécutif, le nombre d'emplois diminue dans le secteur privé (-0,4 %).

► 1. Évolutions trimestrielles de l'emploi salarié total par grand secteur d'activité - Corse



En Corse, l'emploi salarié dans le tertiaire non marchand progresse à contre courant de la tendance nationale. Il est dynamique dans l'enseignement (+1,9 %), et augmente aussi de 0,9 % dans l'hébergement médico-social et social. Les effectifs salariés dans la construction restent sur une tendance baissière (-0,7 %) avec 80 emplois détruits au cours du trimestre. L'emploi industriel se replie de 0,2 %. Pour cause, les effectifs diminuent de 1,2 % dans les activités de production d'énergie, eau et gestion des déchets. Par rapport au trimestre précédent, les effectifs se contractent de 0,8 % dans la fabrication d'autres produits industriels (troisième sous-secteur qui dénombre près de 1 700 emplois).

Le taux de chômage insulaire augmente

Reflète de la dégradation de l'emploi salarié privé, le taux de chômage localisé enregistre une nouvelle hausse pour le second trimestre consécutif ► **figure 2**.

Il s'établit en Corse à 6,8 % de la population active au quatrième trimestre. En hausse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent, il progresse à présent de 0,5 point sur un an, à l'image de la tendance nationale elle-même en hausse.

Néanmoins, en Corse, il reste inférieur de 1,1 point au taux de chômage national.

En France hors Mayotte le taux de chômage s'établit à 7,9 % de la population active. Il augmente de 0,2 point sur le trimestre. L'augmentation est plus sensible sur un an avec 0,6 point de plus qu'au quatrième trimestre 2024.

Les défaillances d'entreprises sont toujours orientées à la hausse

Le ralentissement économique pèse sur le tissu entrepreneurial et le nombre d'établissements défaillants continue d'augmenter au quatrième trimestre. Le nombre de procédures progresse en Corse de 4,2 % avec 470 entreprises défaillantes (en cumul brut sur 1 an). Dans le même temps, la hausse s'atténue au niveau national (+3,5 % sur 1 an) ► **figure 3**.

En Corse, le secteur le plus concerné par les procédures est celui des services marchands. Ils représentent 6 défaillances sur 10 et contribuent pour les trois quart à l'augmentation trimestrielle. La hausse des procédures dans le secteur de la construction (+1,5 %) est plus modérée. Elle représente 20 % des défaillances, mais contribue faiblement (0,4 point) à la hausse d'ensemble. Cependant, le dynamisme entrepreneurial semble résister. Les créations d'entreprises progressent de 2,7 % par rapport au trimestre précédent, à contre-courant du repli national (-0,5 %). À la fin décembre 2025, 1 680 entreprises sont créées en Corse. Le nombre d'entreprises classiques (sociétés et entreprises individuelles) représente un tiers des créations. Elles progressent plus vite (+6,1 %) au cours du trimestre, que celles créées sous statut de micro-entrepreneurs (+0,8 %). ●

Marie-Pierre Nicolai, Déborah Caruso (Insee)

► Pour en savoir plus

- [Tableau de bord de la conjoncture corse](#).
- Insee, « [Inflation ravivée, croissance fragilisée](#) », Note de conjoncture, mars 2026.

► Encadré - L'économie française profite de la reprise européenne, mais le chômage augmente

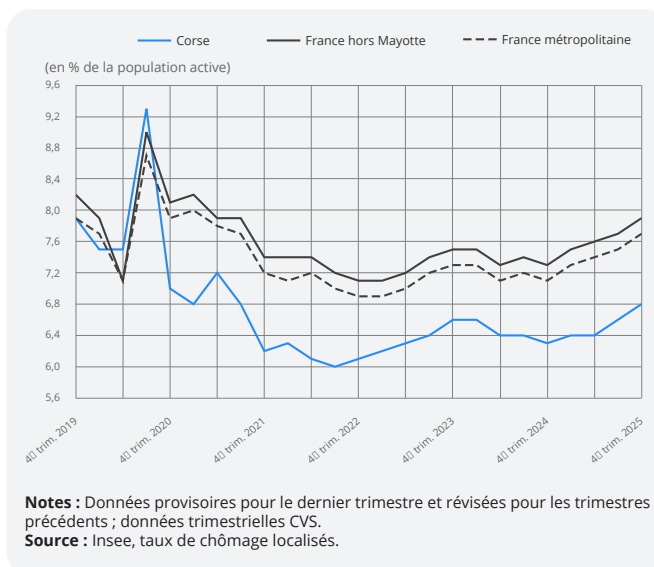
En 2025, l'économie mondiale a plutôt bien résisté aux inquiétudes créées par la nouvelle politique douanière américaine. La zone euro a pu compter sur le dynamisme de sa demande intérieure, pour atteindre un rythme de croissance modérée fin 2025 (+0,3 % au troisième trimestre puis +0,2 % au quatrième).

L'économie française, malgré les incertitudes politiques, profite de la reprise européenne. Au quatrième trimestre 2025, l'activité a cependant ralenti en France : +0,2 % après +0,5 % au troisième trimestre.

En 2026, la flambée des cours des hydrocarbures se traduirait en France par un net regain d'inflation (2 % au cours du printemps). Bien que fragilisée, la croissance française résisterait au premier semestre 2026, avec +0,2 % par trimestre et +0,9 % d'acquis à mi-année.

Le marché du travail ne profiterait pas de cette timide embellie. Au quatrième trimestre 2025, l'emploi salarié a baissé légèrement (-40 000 emplois), et continuerait à baisser d'ici juin 2026 (-22 000 emplois). Le taux de chômage a augmenté de 0,2 point au quatrième trimestre 2025 (à 7,9 %) par rapport au troisième trimestre ; il atteindrait 8,1 % mi 2026.

► 2. Évolution du taux de chômage trimestriel



► 3. Défaillances d'entreprises

